

CEA/LR/DIR/ISE-CME
DO 60 07/04/16



diffusé le : 07/04/16

Page : 1/13

PROTOCOLE

COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANT SUR LE CENTRE DU RIPAUT ET AU TER

(Version à approuver lors de l'Assemblée Générale du
Collège des Entreprises Extérieures Intervenant
programmée le 30 juin 2016)

SYM S000Y YES PRT Q16 01 083 A

	REDACTEUR	VERIFICATEURS			EMETTEUR
		TECHNIQUE et/ou HIERARCHIQUE	PROJET et/ou SECURITE	QUALITE	
NOMS FONCTIONS	Roland Goléo Ingénieur Sécurité d'Etablissement	Yvan Le Mesle Assistant Juridique	/	Bernard Le Guen Assistant Qualité	Serge Dufort Directeur
DATES SIGNATURES	26/04/2016 	21/04/2016 		20/04/2016 	27/04/2016

Ce document propriété du CEA, ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation

Avant toute utilisation de ce document, veuillez-vous assurer que vous disposez de la version applicable

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DÉNOMINATION DU COLLÈGE	3
ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE DE L'INTERVENTION DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES	3
ARTICLE 3 - COMPOSITION DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES..	3
ARTICLE 4 - COLLÈGE RESTREINT DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES	4
ARTICLE 5 - ENTREPRISE SUPPORT ET CADRE ANIMATEUR DE SÉCURITÉ	5
ARTICLE 6 - SIEGE DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES	5
ARTICLE 7 - OBJECTIFS DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES	5
ARTICLE 8 - FONCTIONNEMENT DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES	6
8.1. - RÉUNIONS	6
8.1.1 - Assemblée Générale	6
8.1.2 - Réunion du Collège Restreint	6
8.2. - VISITES PAR LE COLLÈGE RESTREINT DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES	7
8-3 - RÔLE DU PRÉSIDENT DU COLLÈGE	7
8-4 - RÔLE DU CADRE ANIMATEUR DE SÉCURITÉ	8
8.4.1 – Rôle par rapport au fonctionnement général du Collège	8
8.4.2 – Rôle par rapport aux entreprises bénéficiant d'un contrat annuel	9
8.4.3 – Rôle par rapport aux entreprises effectuant des opérations ponctuelles	9
8.4.4. – Rôle par rapport à la politique de sécurité du Ripault	10
8.4.5. – Rôle par rapport au secrétariat du Collège	10
8.4.6. – Rôle par rapport aux chantiers clos et indépendants	11
ARTICLE 9 - MODIFICATION DU PROTOCOLE	11
REPERTOIRE DES EVOLUTIONS	13
DIFFUSION	13

ARTICLE 1 - DÉNOMINATION DU COLLÈGE

Le "COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANT SUR LE CENTRE du RIPALT et au TER", dont nous décrivons le fonctionnement dans ce document est désigné ci-après sous le terme "**Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes**".

ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE DE L'INTERVENTION DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES

Le **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes** fonctionne comme conseil-animateur pour l'amélioration continue des conditions d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail des Entreprises Extérieures intervenant sur le Centre du Ripault (LR), y compris Vaugourdon, et au Terrain d'Expérimentation du Ruchard (TER), dans le respect du Règlement Intérieur du Ripault.

Toutefois, son rôle ne modifie en rien les responsabilités :

- du Chef de l'Entreprise Utilisatrice (CEA)
- des Chefs des Entreprises Extérieures Intervenantes,

notamment pour ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus à leur personnel ou provoqués par leur personnel, leur matériel ou les matériaux qu'elles mettent en œuvre.

Les recommandations formulées par le **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes** concernent toutes les entreprises effectuant tous travaux dans les installations du Ripault ou du TER.

En application des missions confiées au Collège (article 7) certaines demandes ou recommandations peuvent être adressées à l'un ou à l'ensemble des membres du Collège, que ce soit en réunion générale ou lors des réunions du Collège restreint (définition article 4), sans que le Collège puisse les rendre obligatoires. Sa mission se limite au conseil.

ARTICLE 3 - COMPOSITION DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES

Le **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes** est constitué par les Responsables des Entreprises travaillant pour le compte du RIPALT directement ou en sous-traitance agréée. Les Responsables des Entreprises peuvent mandater un collaborateur pour représenter l'Entreprise et prendre toutes décisions dans le cadre de la mission du **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes**.

Toute Entreprise titulaire d'un marché interne avec le RIPALT adhère de fait au **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes**. Cette clause est mentionnée dans les contrats des entreprises et celles-ci doivent se signaler au Président du Collège ainsi qu'au Cadre Animateur de Sécurité (définition article 5).

Cette adhésion se fait à deux niveaux :

- lors des contrats annuels ou assimilés* : l'Entreprise intervient souvent sur le Centre ; et la politique de prévention définie par le Collège, peut s'appliquer pleinement,
- lors des opérations ponctuelles : l'Entreprise peut déjà faire partie des entreprises à contrat annuel ou intervenir occasionnellement sur le Centre et là, seules des mesures de prévention en rapport direct avec ces opérations, sont à envisager.

Cette adhésion cesse de plein effet dès que l'Entreprise a achevé ses travaux ou que le contrat est fini. Elle cessera lorsque le **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes** sera dissout.

Les Entreprises à contrat annuel ou assimilé participent aux assemblées plénières et se font représenter au Collège restreint selon les modalités de l'article 4.

Les entreprises à contrat occasionnel, désigneront un représentant qui pourra être le responsable sécurité de l'entreprise pour l'opération, et qui sera l'interlocuteur privilégié du Cadre Animateur de Sécurité mis à la disposition du Collège selon les termes de sa mission explicitée dans le paragraphe 8.4. de l'article 8.

Les entreprises qui interviennent dans des chantiers clos et indépendants, sont soumises aux exigences de la Loi 1418 du 31 décembre 1993, et bénéficient de ce fait d'une organisation sécurité spécifique où le Coordonnateur de Sécurité (Coordonnateur SPS) joue le rôle de conseiller en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé. Ces entreprises ne font pas partie du Collège.

(*) Certaines entreprises peuvent être amenées à intervenir fréquemment sur le Centre ou avoir des locaux mis à leur disposition par le RIPAULT, elles sont "assimilées à un contrat annuel".

ARTICLE 4 - COLLÈGE RESTREINT DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES

Il est également constitué un **Collège Restreint des Entreprises Extérieures Intervenantes** composé de 8 membres élus pour 1 an au cours de l'Assemblée Générale, par l'ensemble des représentants des entreprises possédant un contrat annuel ou assimilé¹.

Ces membres seront élus parmi les volontaires, selon la représentativité suivante :

- Maintenance des utilités	3 représentants.
- Travaux neufs, réhabilitations de bâtiments	3 représentants.
- Services généraux	2 représentants.

En cas de défection, l'Assemblée Générale pourra demander à une de ces entreprises de faire partie du Collège restreint. Cette désignation touchera de préférence les entreprises qui n'ont jamais participé à ce Collège restreint.

Au cours de cette réunion de l'Assemblée Générale, il est procédé à l'élection, pour une durée

¹ Du fait des délais de mise en place du Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes, la durée du 1^{er} mandat a été supérieure à 12 mois.

d'un an, d'un Président de Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes et d'un Vice-Président.

Le Président et le Vice-président sont élus par le collège restreint au sein des membres du Collège restreint.

En cas de défection du Président, le Vice-président lui succède jusqu'à la prochaine élection et le Collège Restreint désigne un autre Vice-Président.

Le Collège Restreint représente le Collège des entreprises lors :

- des inspections et réunions de coordination organisées par le Ripault,
- des enquêtes ou groupes de travail faisant suite à un accident ou incident significatif.

Le Collège restreint peut mandater le Cadre animateur de Sécurité afin de se faire représenter à ces réunions.

Nota : L'organisation de la 1^{ère} AG sera assurée par les représentants du Ripault définis au paragraphe 8.1.1. de l'article 8.

ARTICLE 5 - ENTREPRISE SUPPORT ET CADRE ANIMATEUR DE SÉCURITÉ

Le CEA met à disposition des Entreprises un Cadre Animateur de Sécurité issu d'une Société à vocation de Sécurité dont les missions sont définies au paragraphe 8.4. de l'article 8.

Ce cadre devra répondre aux obligations d'un contrat spécifique géré par l'Ingénieur Sécurité de l'Établissement, et dont les objectifs techniques sont fixés par le Collège.

ARTICLE 6 - SIEGE DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES

Le Siège du **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes** est fixé sur le Site du Ripault.

ARTICLE 7 - OBJECTIFS DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES

Le **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes** a pour mission :

- d'assurer la mission générale de conseil-animateur pour l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité tel que défini dans l'article 2, ceci dans le respect des principes généraux de prévention issus de la Loi cadre 91-1414,

- de veiller à ce que l'ensemble des personnels :
 - participent aux formations sécurité qu'il a retenues dans ses objectifs annuels,
 - mettent en œuvre toutes les dispositions spécifiques qu'il a retenues en application de sa politique de sécurité,
- de définir les objectifs et les mesures à mettre en œuvre, afin de réduire les Taux de fréquence et de gravité des accidents du travail.

ARTICLE 8 - FONCTIONNEMENT DU COLLÈGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES

8.1. - RÉUNIONS

8.1.1 - Assemblée Générale

Le Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes se réunit en Assemblée Générale, au début de chaque année pour :

- relayer et faire connaître la politique sécurité du Ripault (non soumis au vote),
- examiner le rapport annuel d'activité (non soumis au vote),
- se prononcer sur le programme général des mesures à prendre pour améliorer l'hygiène et la sécurité sur l'ensemble des activités des Entreprises Extérieures (voir article 3) du Ripault et du TER,
- élire les membres du Collège Restreint.

Les votes se feront à la majorité simple.

En cas de litige le Président du Collège sortant aura une voix prédominante.

Le Cadre Animateur de Sécurité assure le secrétariat de la réunion.

Le Centre est représenté à cette réunion par l'Ingénieur de Sécurité de l'Établissement et le Chef du Service Technique et Logistique, représentants de l'ensemble des Unités ayant des interfaces avec les Entreprises Extérieures.

8.1.2 - Réunion du Collège Restreint

Les membres élus ou leurs représentants se doivent de participer aux réunions du Collège Restreint.

Le **Collège Restreint des Entreprises Extérieures Intervenantes** se réunit au moins une fois par trimestre ou lorsque le Président ou au moins deux de ses membres en expriment le besoin. Le Cadre Animateur de Sécurité assure le secrétariat de la réunion. En cas d'empêchement les membres du Collège Restreint se feront représenter par un autre membre de leur entreprise.

L'ordre du jour de ces réunions comprend notamment :

- l'approbation du compte rendu de la précédente réunion,
- l'examen des suggestions et observations faites par les membres du Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes au cours des visites, et la suite donnée aux décisions précédemment adoptées,
- l'examen du rapport du Cadre Animateur de Sécurité,
- l'examen et l'analyse des causes des accidents survenus depuis la dernière réunion ainsi que des mesures correctives associées,
- visite des lieux de travail ou occupés par les Entreprises (voir 8.2).

Les actions seront approuvées à la majorité simple.

8.2. - VISITES PAR LE COLLÈGE RESTREINT DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES INTERVENANTES

Le Collège Restreint peut demander à l'Ingénieur de Sécurité de l'Établissement, de visiter des lieux de travail où des salariés d'entreprise peuvent être amenés à intervenir.

Chaque visite sera effectuée en accord avec le Chef d'Installation concerné et fera l'objet d'un compte rendu qui sera soumis à l'Ingénieur de Sécurité de l'Établissement et au Chef d'Installation.

Les actions qui pourraient être décidées au cours de ces visites, devront répondre aux objectifs du Collège.

8-3 - RÔLE DU PRÉSIDENT DU COLLÈGE

Le Président est le garant du bon fonctionnement du Collège auprès du Ripault et des Entreprises Extérieures Intervenant sur le Centre.

À ce titre :

- Il en rend compte au représentant du CEA/LR.
- Il préside l'Assemblée Générale ainsi que toutes les réunions du Collège restreint.
- En cas de besoin, il peut convoquer le Collège en réunion extraordinaire.
- Il est l'interlocuteur privilégié de l'Ingénieur Sécurité de l'Établissement pour toutes les questions touchant au Collège.
- Il veille, conjointement avec l'Ingénieur de Sécurité de l'Établissement, au bon déroulement de la mission du Collège.
- Il veille au bon déroulement de la mission du Cadre Animateur de Sécurité du Collège.

Comme spécifié dans l'article 2, le **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes** fonctionne comme conseil-animateur, pour l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail des Entreprises Extérieures Intervenant sur le Site du Centre du Ripault et du TER, dans le respect du Règlement Intérieur du Ripault, et l'activité du Président ne modifie en rien les responsabilités :

- du Chef de l'Entreprise Utilisatrice (CEA),
- des Chefs des Entreprises Extérieures Intervenantes.

8-4 - RÔLE DU CADRE ANIMATEUR DE SÉCURITÉ

8.4.1 – Rôle par rapport au fonctionnement général du Collège

Le Cadre Animateur de Sécurité (CAS des EEI) est avant tout le conseiller quant à la mise en œuvre de la politique de sécurité décidée par le Collège en accord avec la Direction du Ripault.

A ce titre, il agit en concertation avec :

- les responsables des entreprises,
- le Collège,
- le Collège Restreint,
- le Président du Collège,
- l'Ingénieur Sécurité d'Établissement du Ripault (voir article 5),
- les Chefs d'Installations du Ripault ou leurs représentants,
- les coordonnateurs SPS des chantiers clos et indépendants (voir paragraphe 8.4.6 de l'article 8).

Il est le secrétaire du Collège et dispose d'une voix lors des votes.

Il peut représenter le Collège lors des réunions qui traitent de sujets où interviennent les entreprises extérieures :

- plans de Prévention,
- visites de sécurité,
- enquête sur des accidents de travail,
- étude de poste de travail.

Le Cadre Animateur de Sécurité, dans l'exécution de sa mission, agit au nom du **Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes** comme conseil auprès des Chefs d'entreprises ou leurs représentants, lesquels restent responsables et seuls juges des dispositions particulières pour assurer la sécurité de leurs interventions sur le Centre.

En cas de déficience, il doit en rendre compte au Chef d'entreprise concerné.

Toutefois, en cas d'urgence, le Cadre Animateur de Sécurité est habilité à intervenir auprès de l'entreprise défaillante pour parer à tout risque immédiat d'accident. Il arrête l'intervention, et il enjoint l'entreprise défaillante de supprimer immédiatement le risque constaté et le confirme par écrit.

Il en rend compte au Président du Collège et en avise le Chef d'Installation concerné ou son représentant.

Si l'entrepreneur n'exécute pas les dispositions prescrites, la Direction du Ripault prendra toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

8.4.2 – Rôle par rapport aux entreprises bénéficiant d'un contrat annuel

Ces entreprises peuvent se trouver dans plusieurs situations :

- Travailler dans des locaux qui leurs sont mis à disposition.
- Faire des opérations de maintenance courantes dans des installations à risque spécifique ou non.
- Travailler sur des installations à risques pour le compte d'un Chef d'Installation.

a) Cas où les entreprises travaillent dans des locaux qui sont mis à leur disposition :

Le Cadre Animateur de Sécurité :

- peut procéder à des visites de sécurité,
- peut conseiller le responsable de l'entreprise lors de ses visites de sécurité.

b) Cas des opérations de maintenance courantes ou de travaux dans des installations à risques spécifiques :

Le Cadre Animateur de Sécurité effectuera les visites qu'il juge opportunes, sous réserve d'en avertir les chargés de bâtiments ou leurs suppléants, de l'objet de cette visite qui ne peut traiter que des activités des salariés des entreprises extérieures.

c) Cas des travaux sur des installations présentant des risques spécifiques :

Les Chefs d'Entreprises peuvent demander conseil au Cadre Animateur de Sécurité quant aux activités de leur personnel.

8.4.3 – Rôle par rapport aux entreprises effectuant des opérations ponctuelles

Les Entreprises Extérieures Intervenant de manière ponctuelle peuvent se trouver dans la même situation qu'au paragraphe 8.4.2. ou sur **des chantiers** régis dans le cadre du Décret 92-158 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Dans tous les cas la surveillance de l'opération s'effectue dans les conditions prévues dans le **décret 92-158**.

Dans le cadre de ce décret, les rôles et les responsabilités du Chef de l'Entreprise Utilisatrice (CEA) et de chaque Chef d'Entreprise Extérieure sont bien définis : **chaque chef d'entreprise** est responsable de l'application des mesures de prévention et de protection de son personnel.

Le Cadre Animateur de Sécurité intervient alors selon les conditions explicitées au 8.4.1. Afin d'optimiser cette intervention, il conviendra avec les représentants nommés par le Chef d'Installation, de visites compatibles avec ses autres missions et les déroulements des chantiers.

8.4.4. – Rôle par rapport à la politique de sécurité du Ripault

L'Ingénieur de Sécurité de l'Établissement est le correspondant du Collège quant à cette politique.

De ce fait et dans le but de faire appliquer cette politique par le Collège, le Cadre Animateur de Sécurité doit :

- En prendre connaissance et proposer au Collège des mesures afférentes.
- Etablir les statistiques mensuelles, nombre d'heures de travail, nombre d'accident et de jour d'arrêt par accident, présentées de manière globale, ainsi que le graphique d'ensemble montrant l'évolution des taux de fréquence et de gravité (accidents de trajet inclus).
- Rédiger un rapport détaillé en cas d'accident grave.
- S'assurer de la prise en compte des consignes de sécurité.

Les entreprises et leurs sous-traitants doivent informer par écrit au plus tard dans les quarante-huit heures, le Cadre Animateur de Sécurité du **Collège des Entreprises Intervenantes** de chaque accident ou incident survenu à son personnel sur le Centre du Ripault ou au TER.

Le Ripault doit être informé dans les plus brefs délais de tous les accidents et incidents de travail intervenus au niveau des Entreprises Extérieures.

Le Cadre Animateur de Sécurité peut être amené à participer aux formations spécifiques à l'installation, en accord avec le Chef de cette Installation ou de son représentant qui peut être l'Ingénieur de Sécurité de l'Installation.

A la demande de l'Ingénieur de Sécurité de l'Établissement, le Cadre Animateur de Sécurité peut participer à la rédaction de documents organisationnels ou de formation pour des sujets touchant aux activités de membres du Collège.

8.4.5. – Rôle par rapport au secrétariat du Collège

- Établir l'ordre du jour des réunions et adresser les convocations à ces réunions à tous les membres du Collège au moins 15 jours avant la réunion.
- Rédiger les comptes rendus des réunions et les adresser à tous les membres du Collège ainsi qu'à l'Ingénieur de Sécurité de l'Établissement.
- Exposer au début de chaque réunion du Collège des Entreprises Intervenantes, un compte rendu sur la sécurité et des difficultés rencontrées dans l'exécution de sa mission.
- Tenir une copie des observations écrites transmises aux entreprises.
- Tenir à jour les tableaux des formations en fonction des informations transmises par les Entreprises et participer à l'organisation des exercices.

8.4.6. – Rôle par rapport aux chantiers clos et indépendants

Le Cadre Animateur de Sécurité intervient dans les mêmes conditions qu'au paragraphe 8.4.3. dès lors qu'il existe un plan de prévention traitant de l'interface avec le Centre.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU PROTOCOLE

Toute adjonction, ou modification, au présent protocole devra, pour être validée, être présentée à l'Assemblée Générale et recevoir l'approbation de la majorité simple des membres présents, pour tout ce qui n'est pas contraire à la politique générale du Ripault.

La version initiale a été approuvée lors de la 1^{ère} Assemblée Générale du 10 septembre 2008.

EXTRACTION OBSYS

C.E.A./D.A.M.

1 - Organisme Émetteur (*) Centre : Le Ripault Direction : DAM Département : DIR Service : ISE-CME Section :		2 - Classification (**): SD SC CD CI CC DR DO		
		3 - Référence à : E.P. : Projet : Contrat		
IDENTITE du DOCUMENT				
4 - Nature CDC	5 - Identification Document secret	Autres Documents N° DIR/ISE-CME DO 60	6 - Date 07/04/2016	7 - Nbre pages 13
8 - AUTEURS Roland GOLÉO – LR/DIR/ISE-CME				
9 - TITRE	Protocole du Collège des Entreprises Extérieures Intervenant sur le Centre du Ripault et au TER			
10 – RÉSUMÉ : Ce document formalise le fonctionnement et le rôle du collège des entreprises extérieures intervenantes, ainsi que le rôle du Cadre animateur de Sécurité -				
11 - Descripteurs proposés : Collège - Entreprises Extérieures Intervenantes - EEI - Cadre animateur de Sécurité - CAS - Hygiène - Sécurité - Composition - Assemblée Générale - Vote – Fonctionnement - Collège Restreint - Réunions - Rapports - Visites -				
<u>Partie réservée au BCA et à ODIR</u>				
N° Informatique : Nature du mouvement : Diffusion Extér. E - I		N° du bulletin de résumé : Microfilm : { N° bobine : N° dossier :		
Code classement :				

(*) Sigles

(**) Rayer les mentions inutiles

REPERTOIRE DES EVOLUTIONS			
Edition	Date	Nature de l'évolution	Pages modifiées
A	08/07/08	Edition initiale.	
B	30/09/08	Modification du n° d'identification : SYM D0101 YES PRT Q 08 01 296 B au lieu de SYM S0801 YES PRT Q 08 01 XXX A Version approuvée lors de l'Assemblée Générale du Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes du 10.09.2008	Toutes les pages Pages : 1 – 2 - 3 – 4 et 13
A	07/04/16	Mise à jour suite aux Retours d'Expérience du fonctionnement du Collège : quelques précisions apportées. Prise en compte de la nouvelle instruction d'identification DAM. Ancienne référence : SYM D0101 YES PRT Q 08 01 296 B .	Toutes (trame). Pages 7 - 6 - 9 - 11 et 12

DIFFUSION

DESTINATAIRES :

- Les Entreprises Extérieures Intervenant sur le CEA Le Ripault et au TER
- Le CAS des EEI
- Les Chefs d'Installation du CEA Le Ripault

COPIES :

- LR/DIR S. Dufort
- LR/DIR/AJ Y. Le Mesle
- LR/DIR/AQ B. Le Guen
- Les Ingénieurs Sécurité d'Installation du CEA Le Ripault
- LR/DIR/ISE-CME (Tous)
- LR/DIR/ISE-CME/Chrono